

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je pourrais vous citer bien d'autres chiffres provenant de sources très fiables. Ils montreront au député de York-Simcoe et au public canadien, s'ils ont l'occasion de les voir, que notre situation économique n'est pas si mauvaise, surtout si nous la comparons à celle des principaux pays industrialisés.

J'hésite à le répéter, mais cela me semble nécessaire car l'opposition officielle ne cesse de jouer les prophètes de malheur auprès du public. Chaque fois qu'elle en a l'occasion, que ce soit à la Chambre ou à l'extérieur, elle essaie de faire croire aux Canadiens que le gouvernement d'Ottawa gère mal leurs affaires et qu'elle saura améliorer la situation si on lui en fournit l'occasion. Ses prétentions ne tiennent pas devant les faits et ses insinuations n'ont aucun fondement.

● (1642)

Je ne suis pas sûr de la nature de l'allusion qu'a voulu faire le député de York-Simcoe quand il a parlé des quartiers déshérités de Calcutta et des rues du Caire. La majorité des Canadiens s'inquiètent des conditions qu'ils voient régner dans les pays du tiers monde, mais suggérer, ne serait-ce qu'un seul instant, que la situation au Canada est inférieure à celle de tout autre grand pays est une aberration totale, comme il pourra se le faire confirmer auprès des nouveaux Canadiens qui sont arrivés ici ces 10, 15 ou 20 dernières années. Ils sont bien placés pour savoir où se range le Canada par rapport aux autres pays du monde et eux sauront lui dire exactement ce qu'il en est; et je suis sûr que dans sa circonscription comme dans la mienne, il n'en manque pas.

Une voix: Il y a trois ou cinq ans, peut-être.

M. Martin: Beaucoup d'entre eux ont été ici pendant toutes les années du gouvernement libéral progressiste, de 1963 jusqu'à maintenant, et beaucoup seront encore ici pour voir les années de progrès du gouvernement libéral se poursuivre à l'avenir.

M. Stevens: Le blablabla du député m'amuse plutôt, mais il faut tout de même que je dissipe un malentendu. Il m'aura mal compris; je disais que si l'on veut savoir ce qu'était le niveau de vie qui existait il y a 200 ans, on en trouve encore l'équivalent à Calcutta ou dans les quartiers pauvres du Caire. Je n'ai nullement dit que des conditions analogues se retrouvaient à présent au Canada. Tout le monde sait fort bien les conditions dans lesquelles les gens vivaient avant que l'entreprise privée ne nous permette d'atteindre le niveau de vie actuel. Et dans le style libéral que nous leur connaissons, il aura déformé ce que j'ai dit.

M. Martin: Je suis heureux d'accepter cette explication, et de constater que le député ne cherche pas à faire croire que si son parti arrivait au pouvoir, nous nous rapprocherions des

[M. Martin.]

conditions qui existent dans ces pays. Je crois cependant que les Canadiens prendraient un risque incroyable, comme, j'en suis sûr, ils s'en rendront compte, au cours des prochains mois qui nous séparent des élections.

Les électeurs poseront certaines de ces questions. Il n'y aura pas seulement le député de Winnipeg-Nord-Centre pour en poser à la Chambre des communes, et y aura l'homme de la rue. Ces questions vont fuser de partout pendant la campagne électorale. L'une n'attendra pas l'autre, et le député de York-Simcoe, le chef de l'opposition (M. Clark) et d'autres qui de côté-là se préparent en esprit à occuper des fonctions grandioses à Ottawa devront être prêts à y répondre.

Des voix: Nous l'avons déjà fait lors des partielles.

M. Martin: Non, vous n'aviez pas à y répondre lors des partielles parce qu'à ce moment-là les Canadiens savaient une chose. Ils savaient qu'en votant contre le gouvernement ils ne le déplaçaient pas à la tête du pays. Et c'était là pour eux une certitude très importante.

Il faudra bien, monsieur l'Orateur, que j'en revienne au sujet. L'unique raison pour laquelle je m'en écarte encore une fois, c'est que le député de York-Simcoe a consacré 75 p. 100 de son intervention à d'autres questions, et voilà pourquoi je suis tenté de prendre un peu de temps pour y répondre. Je reviens encore à Petro-Canada et à son projet d'acquérir l'actif de Pacific Petroleum.

Il a été mentionné par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), je pense, ou peut-être par le secrétaire parlementaire du leader de la Chambre si ce n'est pas le député de Fort-William (M. McRae), que les députés de l'opposition dénigrent Petro-Canada à la moindre occasion. Chaque fois qu'ils en ont la possibilité, ils cherchent à discréditer cette société, à critiquer le travail pourtant méritoire qu'elle accomplit, à réduire l'importance qu'elle a prise aux yeux des Canadiens en cherchant à nous rapprocher de l'autodépendance en matière de pétrole et de gaz. Et cela pour ne pas avoir l'air de reculer.

Après avoir juré de se débarrasser de Petro-Canada, ils ne peuvent plus se dédire. Donc, une fois la décision prise, il faut bien qu'ils cherchent sans cesse de nouveaux arguments pour se justifier. Mais chaque jour et à chaque semaine qui passent ils ont plus de mal à trouver des raisons valables. Comme ils sont acculés, forcément il faut qu'ils se répètent inlassablement au fil des mois. Je ne vais pas reprendre cette discussion. Il en a déjà été suffisamment question lors de l'étude de la mesure à la Chambre et je dirai ceci au député de York-Simcoe et aux députés d'en face: l'opinion canadienne en général est tout à fait d'accord pour que nous fassions tout pour nous acheminer vers l'autodépendance en fait de pétrole et de gaz.